

AFFAIRE DES FAUX CACHETS ET DOCUMENTS DÉCOUVERTS À ANNABA

Mandat de dépôt contre trois mis en cause

Les trois mis en cause dans l'affaire des faux cachets et griffes ayant servi à l'établissement de faux documents, attribués à la présidence de la République, à certains ministères de souveraineté ainsi qu'à des administrations nationales et autres services de l'Etat, ont été placés, hier mardi, sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal d'Annaba.

Aidés de quatre autres faussaires en fuite et activement recherchés, ces trois individus, dont une femme, gérante d'un

salon de coiffure pour dames, ont nié l'ensemble des accusations qui leur sont portées, alors que les enquêteurs de la Gendarmerie

nationale avaient, lors des perquisitions effectuées dans les domiciles et les lieux de travail des mis en cause, découvert les preuves du délit (cachets, imprimés vierges et autre matériel informatiques dont des scanners), servant à la falsification. Mais à leur audition, ceux qui ont bénéficié de documents falsifiés les ont accablés. Ils ont maintenu les déclarations faites aux gendarmes lors de l'enquête menée, suite à la découverte il y a

quelques jours de cette grave affaire. Ils ont affirmé avoir eu recours à ce genre de documents contre de rondelettes sommes d'argent pour régler des questions urgentes et primordiales, selon leurs dires. Ils ont précisé que les faussaires leur ont affirmé qu'il s'agissait de documents acquis auprès de connaissances haut placées. Sauf que le recours aux faux documents pour décrocher un poste de travail, échapper au service national ou les

utiliser dans un quelconque dossier administratif constitue un délit puni par la loi.

Avant d'avoir recours à ce genre de documents falsifiés, ils ne se sont pas souciés des conséquences que peut induire ce genre de transaction, même s'ils regrettent aujourd'hui leur geste.

Le préjudice ainsi subi par les institutions et les services de l'Etat est énorme.

A. Bouacha

MILA
Les axes routiers de l'est et du sud paralysés

Pour la deuxième journée de suite, lundi et mardi, les axes menant vers ou venant de Constantine et Chelghoum Laïd ont été fermés à la circulation au niveau des intersections d'Aïne Tine et Ouled El Kaim par des jeunes.

Les contestataires dénoncent le laisser-faire des transporteurs quant aux tarifs appliqués sur les itinéraires Sidi Khelifa-Mila, Aïne Tine-Mila et Azzaba Lotfi-Mila, qui ne cessent d'augmenter, dit-on, selon le bon vouloir des transporteurs, sans que l'autorité de tutelle intervienne pour y mettre un terme.

Les émeutiers, en majorité des jeunes lycéens et des étudiants, refusent d'accepter le fait accompli. Ainsi donc, en ce deuxième jour de colère, les contestataires ont décidé de fermer tous les accès Est du chef-lieu de la wilaya de Mila, paralysant, du coup, le trafic entre Mila et Constantine, mais aussi entre le chef-lieu de wilaya et les agglomérations du sud, à savoir Chelghoum Laïd, Oued Athmania, Télégħma, créant des embouteillages monstres sur la RN 5 A qui dessert le port de Djendjen (Jijel) et Alger et les Hauts-Plateaux de l'Est, bloquant des centaines de camions transporteurs de véhicules qui font la navette entre le port et les autres régions du pays, mais aussi ceux assurant le transport d'autres marchandises.

Les autorités ont promis aux jeunes de mettre à leur disposition, à partir d'aujourd'hui, deux bus appartenant à la nouvelle régie des transports de la wilaya et qui devraient desservir leurs agglomérations et le chef-lieu de wilaya.

A. M'haïmoud

GUELMA
La bande qui sévissait au boulevard du Volontariat neutralisée

Le phénomène des bandes violentes de jeunes délinquants, observé ces derniers mois dans certains endroits, fait tache d'huile à Guelma. Si le boulevard du Volontariat et la grande gare routière demeurent les endroits les plus exposés, les équipes spécialisées redoutent que le phénomène touche les endroits les moins fréquentés.

Selon le bilan des services de sécurité, la ville de Guelma a été, ces derniers temps, le théâtre de plusieurs agressions à l'arme blanche, suivies de vols. Considéré comme un fléau naissant là où se concentrent l'habitat social et les populations, le banditisme gagne à présent d'autres quartiers de la ville.

Quelques exemples illustrent la recrudescence des actes de violence, en dépit des efforts considérables consentis par les services de sécurité.

Ainsi, les éléments de la section de recherche de la Gendarmerie nationale de Guelma ont réussi cette semaine à mettre hors d'état de nuire une bande de cinq malfaiteurs dont l'âge ne dépasse pas 25 ans, spécialisée dans les agressions et les vols à la tire.

Ces individus qui sévissent dans le grand marché des fruits et légumes du boulevard du Volontariat ont semé la terreur, notamment chez la gent féminine.

Au cours de cette opération, les gendarmes ont saisi plusieurs téléphones portables, des sacs à main, des portemonnaies et une importante somme d'argent, ainsi qu'un lot de boissons alcoolisées, le tout était dissimulé dans une Peugeot 206.

Les prévenus ont été présentés au magistrat instructeur près le tribunal de Guelma qui a ordonné la mise en détention provisoire de trois d'entre eux, les autres ont été placés sous contrôle judiciaire en attendant les résultats de l'enquête.

Noureddine Guergour

La Société de distribution d'électricité et de gaz de l'Est (SDE) a organisé, hier matin, une journée de sensibilisation sur les dangers du gaz naturel au bénéfice des étudiants de l'Université d'El Tarf.

«Cette journée est le prélude à une campagne nationale qui s'étalera jusqu'au mois de mars 2013, et touchera tous les pans de la société. C'est donc la première journée qui est abritée par l'université dans ce grand amphithéâtre», a indiqué la chargée de communication de la SDE.

Et d'ajouter : «Nous voulons inculquer aux étudiants, la culture de la prévention et tout ce qu'il faut connaître sur les dangers du gaz naturel afin de diminuer le nombre d'accidents à cause, justement, de cette source indispensable d'énergie.» De son côté, le chef du département du gaz naturel au niveau de la SDE, Larfi Noureddine, révélera que «pour la wilaya d'El Tarf, ce sont 18 500 familles qui sont raccordées au gaz naturel à travers 10 com-

Distribution de 47 logements du FNPOS

C'est au cours d'une cérémonie sympathique que les autorités locales ont procédé, hier matin, à la salle de la maison de jeunes Betchine, à la distribution des clés de 47 logements promotionnels à caractère social, relevant du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS) à leurs bénéficiaires.

Il est à noter que les 47 logements sont achevés à 100% et font partie d'un projet de 60 logements situés dans la localité d'El M'ridima, dans la commune d'El Kala. Intervenant lors de cette cérémonie, un directeur central du FNPOS, Tabal Hocine dépêché par sa tutelle, dira que «le Fonds octroie des aides pour l'achat ou pour l'autoconstruction d'un logement. Nous sommes présents à travers toutes les wilayas du pays. En ce qui concerne la wilaya d'El Tarf, nous avons un programme de 260 logements, dont 60 dans la commune d'El Kala, 100 à Dréan, qui seront livrés au mois d'octobre 2013, et 100 autres unités dans la commune d'El Tarf, dont les travaux seront lancés incessamment».

Reste que les 260 logements font partie d'un programme datant de 2008 et qui accuse un grand retard. Décidément, en matière de logements tous types confondus, la wilaya est mal lotie.

D. A.

EL TARF

Une journée de sensibilisation aux dangers du gaz naturel

munes pour une capacité de 33 000 foyers, ce qui représente un taux de pénétration de 54 %. Le programme de généralisation de cette énergie pour la période 2010-2014 prévoit le raccordement de 38 000 nouveaux abonnés et la réalisation de 19 DP (postes de distribution publique». Concernant le bilan des morts par asphyxie à cause des émanations du gaz naturel, le chargé de communication de la Protection civile signalera qu'«au niveau national, nous avons enregistré 1 244 interventions pour sauver des personnes d'une mort certaine à cause du gaz naturel. Nous avons mal-

heureusement enregistré durant la même année le décès de 187 personnes. Pour l'année en cours, et jusqu'à la fin octobre, nous avons enregistré le décès de 151 personnes, une baisse par rapport à l'année écoulée. Pour la wilaya d'El Tarf, nous n'avons eu que 5 cas d'intervention et aucun décès, et ce, jusqu'à ce jour».

Enfin, signalons que le grand amphithéâtre de l'Université a enregistré une affluence record d'étudiants particulièrement, les étudiantes, qui sont futures épouses et mères de famille.

Daoud Allam

Les habitants de S'mati 01 crient leur désarroi

Les 42 bénéficiaires de l'aide à l'habitat rural de l'agglomération S'mati 01 ne savent plus quoi faire pour résoudre leurs problèmes de malvie et de bureaucratie.

En effet, ils sont confrontés depuis plus d'une année (début 2011) aux tracasseries de l'administration, et ce, pour l'obtention de l'acte de propriété du terrain sur lequel sont érigées leurs maisons alors qu'ils ont payé rubis sur l'ongle les services des Domaines. «C'est au niveau de la conservation foncière que nos dossiers n'avancent pas. Nous ne comprenons pas la posture du directeur à vouloir coûte que coûte nous bloquer dans

nos démarches d'obtenir les actes», ont martelé les représentants des 42 bénéficiaires de l'habitat rural. Aussi, l'agglomération, qui est située à la sortie sud de la ville d'El Tarf, est dépourvue d'électricité, d'éclairage public et de réseau d'assainissement. «Nous vivons un véritable calvaire, et ce, nonobstant nos multiples doléances adressées aux autorités concernées.»

Ainsi est la galère du citoyen lambda qui ne trouve guère d'interlocuteur valable et sérieux pour lui venir en aide et prendre en charge ses légitimes revendications.

D. A.

450 étudiants cherchent hébergement désespérément

Ils sont exactement 450 nouveaux étudiants qui sont confrontés depuis la rentrée universitaire au problème d'hébergement. Et pour cause, le projet de 2 000 places pédagogiques et d'une résidence de 1 000 lits pour garçons n'est pas encore achevé par les entreprises contractantes avec le maître de l'ouvrage, à savoir la Direction du logement et des équipements publics (Dlep). Un projet qui, malheureusement, traîne depuis 2006. De fait, les responsables de la Direction des œuvres universitaires (Dou) sont confrontés à un problème inextricable dès lors que les cours ont déjà commencé, il y a deux semaines, et que certains étudiants ne résident pas dans la wilaya d'El Tarf. Wali et directeur de la Dlep sont sur le qui-vive quasiment, chaque jour, pour au moins l'achèvement de deux blocs de la nouvelle cité 1 000 lits pour garçons, au cours de ce mois. Il est à signaler, par ailleurs, que pour cette rentrée universitaire, ce sont 2 200 nouveaux étudiants qui rejoignent pour la première fois les bancs des instituts. Cependant, les responsables du Dou n'ont pas trouvé de difficultés notables pour résoudre le problème de l'hébergement des étudiantes au niveau de la résidence 2 000 lits, sise dans la ville d'El Tarf. Reste que cette situation intenable a mis les responsables de l'université d'El Tarf dans une situation peu confortable où chaque jour ils sont assaillis par les doléances et les réclamations d'étudiants au bord de la crise de nerfs.

D. A.

Arrestation de deux personnes en flagrant délit de vol d'un veau

Les éléments de la police judiciaire, relevant de la Sûreté de la daïra de Dréan, ont arrêté, hier, deux personnes en flagrant délit de vol de bétail suite à des informations émanant de citoyens. En effet, au cours d'un barrage fixe de la PJ, deux personnes ont été appréhendées.

Ces dernières transportaient dans une voiture de marque Hyundai Accent un veau volé d'une ferme située dans la commune de Berrihane. Présentés devant le procureur de la République de Dréan dans la même journée, les deux individus, des récidivistes connus par les services de sécurité pour le vol de bétail, ont été écroués pour les accusations de vol de bétail et utilisation illicite d'un véhicule.

D. A.